



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

December 27, 2025

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La pression politique sur le Conseil Présidentiel de Transition s'intensifie alors que le MORN annonce un sit-in le 29 décembre exigeant la démission du CPT avec 42 jours restants jusqu'à l'échéance constitutionnelle du 7 février 2026. Le CPT a nié les allégations de primes de départ de 500000 à 600000 dollars. Les forces de sécurité ont déjoué une attaque incendiaire au marché de Tabarre le 25-26 décembre où des gangs avaient placé des dispositifs explosifs fabriqués à partir de bonbonnes de gaz ciblant les acheteurs des fêtes. Le gouvernement a annoncé la réhabilitation du Champ de Mars et des réunions communautaires sur le retour des résidents pour projeter la stabilité. Une frappe de drone à Minoterie le 24 décembre a tué des dizaines de membres du gang Bèl Bòs.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le MORN annonce un sit-in le 29 décembre exigeant la démission du CPT 42 jours avant l'expiration du mandat du 7 février 2026.

La PNH a déjoué une attaque incendiaire au marché de Tabarre utilisant des explosifs de bonbonnes de gaz ciblant les acheteurs des fêtes.

Le gouvernement annonce la réhabilitation du Champ de Mars projetant la stabilité au milieu de la crise en cours.

La frappe de drone du 24 décembre à Minoterie a tué des dizaines de membres de gangs dans une opération de guerre asymétrique.

DÉVELOPPEMENT 1: LA MOBILISATION POLITIQUE S'ACCÉLÈRE VERS L'ÉCHÉANCE CONSTITUTIONNELLE

Le Mouvement pour la Reconstruction et la Réconciliation Nationale a annoncé le 26 décembre qu'il organisera un sit-in le 29 décembre 2025 exigeant la démission du Conseil Présidentiel de Transition et de son gouvernement. Le MORN a appelé la population particulièrement dans la zone métropolitaine à se mobiliser massivement pour rejeter le renouvellement de l'accord du 3 avril et exiger le départ du CPT. Le mouvement a présenté le 7 février 2026 comme marquant 40 ans depuis que le pays vit dans l'instabilité totale et la corruption depuis la chute du régime Duvalier.

Le CPT a répondu le 27 décembre en émettant un démenti formel des allégations faites par Pierre Espérance Directeur Exécutif du Réseau National de Défense des

Droits Humains qui affirmait que les membres du CPT proposaient des primes de départ de 500000 à 600000 dollars. Le CPT a déclaré que sa mission reste exclusivement axée sur la conduite responsable de la transition politique et la gestion transparente des ressources publiques. Le Conseil a exhorté le public et les médias à rester vigilants contre les campagnes de désinformation. Le démenti représente un positionnement défensif alors que l'examen s'intensifie avec 42 jours restants jusqu'à l'expiration constitutionnelle.

Ceci marque la première annonce de mobilisation majeure de l'opposition depuis que le Conseil Electoral a publié le calendrier électoral révisé le jour de Noël. En programmant le sit-in 40 jours avant l'expiration du mandat du 7 février le MORN vise à forcer une crise politique qui soit oblige le CPT à annoncer un cadre d'extension du mandat soit crée une pression de rue qui fait s'effondrer le Conseil avant l'échéance constitutionnelle. Le moment est critique car le CPT doit soit annoncer une auto-extension sans base légale négocier un nouveau cadre transitionnel avec la CARICOM et l'Organisation des États Américains soit expirer le 7 février sans successeur déclenchant une crise constitutionnelle.



CONTEXTE HISTORIQUE

La date du 7 février a une double signification à la fois comme anniversaire du départ de Jean-Claude Duvalier en 1986 et comme échéance constitutionnelle pour l'expiration du mandat du CPT créant des points de pression symboliques et juridiques.

POINTS DE DISCUSSION

Le sit-in du 29 décembre testera la capacité du CPT à maintenir l'ordre à Port-au-Prince tout en répondant aux demandes politiques.

Le démenti du CPT concernant les allégations de primes entre en mode défensif alors que l'examen public s'intensifie.

42 jours restent jusqu'à l'échéance constitutionnelle du 7 février 2026 sans cadre de succession annoncé.

La mobilisation du MORN vise à refuser au CPT la légitimité pour toute extension unilatérale du mandat.

L'écart constitutionnel de 365 jours entre le 7 février 2026 et le 7 février 2027 reste non résolu dans le calendrier électoral.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

La communauté internationale devrait convoquer des sessions d'urgence de la CARICOM et de l'OEA avant le 7 janvier pour aborder la crise de succession du 7 février.

Le CPT devrait émettre une déclaration publique avant le 31 décembre clarifiant la base légale de l'extension du mandat ou le cadre de transition.

Les forces de sécurité devraient préparer des plans d'urgence pour la gestion de la manifestation du 29 décembre équilibrant les droits de réunion avec l'ordre public.

Les missions diplomatiques devraient communiquer directement avec le CPT et l'opposition sur les lignes rouges pour la transition politique.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: LES GANGS SE TOURNENT VERS LE TERRORISME ÉCONOMIQUE AVEC DES CIBLES DE VICTIMES MASSIVES

Les agents de sécurité au marché de Tabarre ont découvert des matériaux explosifs fabriqués à partir de bonbonnes de gaz cachés à l'intérieur de l'installation dans la nuit du 25 au 26 décembre 2025. La Police Nationale a confirmé que les terroristes avaient soigneusement planifié l'opération dans l'intention de déclencher un incendie et de réduire le marché en cendres pendant la haute saison des achats des fêtes. Le juge de paix a effectué une inspection légale après que la PNH ait été alertée. L'attaque était conçue pour tuer des dizaines ou des centaines de vendeurs et de clients détruire les moyens de subsistance des petits commerçants et terroriser la population pour qu'elle abandonne l'activité commerciale.

L'attaque déjouée représente un changement stratégique du contrôle territorial vers la guerre économique et le terrorisme de victimes massives. Les gangs ont ciblé un centre commercial pendant la période des fêtes pour maximiser les victimes et les dommages économiques. Cela s'est produit deux jours après l'attaque maritime de la Garde Côtière le 23 décembre sur les navires à destination de La Gonâve indiquant que les gangs élargissent leurs domaines opérationnels au-delà du contrôle territorial.

Les attaques précédentes ont ciblé les infrastructures de santé notamment l'assaut de l'Hôpital Général le 24 décembre et l'incident de l'Hôpital Bernard Mevs le 17 décembre démontrant une stratégie multi-domaines.

Tabarre a été le site d'attaques de gangs répétées en novembre 2025 avec plus de 600 personnes déplacées suite aux assauts armés des 13-14 novembre. La zone reste un territoire contesté où les gangs tentent d'établir une présence par la violence contre les populations civiles. L'utilisation de dispositifs explosifs fabriqués à partir de bonbonnes de gaz montre une sophistication tactique et l'intention de causer une destruction maximale. Le fait que les agents de sécurité aient découvert les matériaux avant la détonation a empêché ce qui aurait pu être l'une des attaques uniques les plus meurtrières de la crise actuelle.



CONTEXTE HISTORIQUE

Tabarre a connu un déplacement majeur en novembre 2025 lorsque des attaques armées ont forcé plus de 600 résidents à fuir faisant du marché une cible symbolique et économique pour les opérations de contrôle des gangs.

POINTS DE DISCUSSION

Les dispositifs explosifs fabriqués à partir de bonbonnes de gaz destinés à un événement de victimes massives pendant les achats des fêtes.

Attaque déjouée par les agents de sécurité démontrant l'importance de l'infrastructure de sécurité du secteur privé.

Les gangs élargissent du contrôle territorial vers la guerre économique ciblant les marchés les hôpitaux et les routes maritimes.

La stratégie multi-domaines vise à rendre Haïti fonctionnellement ingouvernable en refusant à l'État le contrôle des infrastructures critiques.

L'attaque maritime du 23 décembre et l'assaut de l'hôpital du 24 décembre montrent une pression coordonnée à travers les secteurs.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les centres commerciaux devraient mettre en œuvre des protocoles de contrôle de sécurité et de garde renforcés particulièrement pendant les périodes de fort trafic.

La PNH devrait déployer des unités de protection dédiées aux grands marchés et aux

pôles économiques dans les zones contestées.

Le gouvernement devrait émettre des orientations publiques sur les matériaux suspects et les procédures de signalement pour la détection civile.

La communauté internationale devrait fournir une assistance technique pour la détection d'engins explosifs improvisés et la formation contre-terrorisme.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: LE GOUVERNEMENT PROJETTE LA STABILITÉ PAR LA RÉHABILITATION SYMBOLIQUE

Le Bureau du Premier Ministre a annoncé le 26 décembre que le Champ de Mars fait l'objet de travaux de réhabilitation et d'embellissement pour les fêtes de fin d'année. Le gouvernement a présenté le projet dans le cadre de la revitalisation urbaine pour récupérer les espaces publics symboliques. La Primature a déclaré que les travaux créent un environnement favorable pour l'organisation d'élections libres et démocratiques dans un avenir proche et promeuvent l'unité la responsabilité collective et le respect des institutions. Le Premier Ministre Alix Didier Fils-Aimé a également tenu des réunions avec les dirigeants d'organisations communautaires concernant le retour des résidents à Solino et Delmas 30 zones auparavant sous contrôle des gangs.

La réhabilitation coïncide avec le calendrier électoral révisé publié le jour de Noël et l'annonce du sit-in du MORN le 29 décembre indiquant des communications stratégiques pour projeter la stabilité et le contrôle sur le centre de Port-au-Prince. Le Champ de Mars a été largement abandonné en raison de l'insécurité rendant sa réhabilitation symboliquement significative. Le message gouvernemental relie les travaux à la préparation électorale malgré l'écart constitutionnel de 365 jours entre le 7 février 2026 et le 7 février 2027 qui reste non résolu dans le calendrier révisé.

Cependant le récit de stabilité entre en conflit avec la réalité opérationnelle sur le terrain. La frappe de drone du 24 décembre à Minoterie a tué des dizaines de membres de gangs tandis que l'attaque déjouée au marché de Tabarre le 25-26 décembre démontre la guerre asymétrique et les menaces terroristes en cours. Le

gouvernement mène des opérations de drones létales tandis que les gangs tentent des attaques économiques de victimes massives créant une contradiction fondamentale entre le message et l'environnement de sécurité. Le programme Retour dans les Quartiers initié avec la visite de Solino le 20 décembre par le Président du CPT Leslie Voltaire et d'autres responsables n'a pas encore produit de retours de résidents vérifiables vers les zones auparavant contrôlées par les gangs.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Champ de Mars sert de place centrale symbolique d'Haïti et a été le site de manifestations politiques majeures rendant sa réhabilitation à la fois pratique et symbolique pour les revendications de légitimité du gouvernement.

POINTS DE DISCUSSION

La réhabilitation du Champ de Mars projette le contrôle gouvernemental sur le centre symbolique de Port-au-Prince.

Le moment coïncide avec le sit-in du MORN le 29 décembre suggérant des communications stratégiques avant la mobilisation de l'opposition.

Le gouvernement relie la réhabilitation à un environnement favorable pour les élections malgré l'écart constitutionnel.

Le message de stabilité entre en conflit avec les frappes de drones en cours et les attaques de victimes massives déjouées.

Le programme Retour dans les Quartiers n'a pas produit de retours de résidents vérifiables à Solino ou Delmas 30.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Le gouvernement devrait fournir des mesures transparentes sur les nombres de retours de résidents et les conditions de sécurité dans les zones auparavant contrôlées.

Les observateurs internationaux devraient vérifier les améliorations de sécurité réelles par rapport aux revendications gouvernementales de récupération territoriale.

Les parties prenantes devraient évaluer si les travaux du Champ de Mars représentent des gains de sécurité substantiels ou un message symbolique.

Le CPT devrait clarifier comment l'environnement de sécurité actuel soutient la période de campagne du 19 mai au 28 août 2026.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur les rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 4: LA GUERRE ASYMÉTRIQUE SE POURSUIT AVEC DES FRAPPES DE DRONES ET DES VIOLENCES SEXUELLES

La Police Nationale d'Haïti a mené une opération dans le secteur de Minoterie à Titanyen dans la nuit du 24 décembre 2025 ciblant le gang Bèl Bòs entraînant la mort de plusieurs dizaines de présumés membres de gangs. L'opération a utilisé des drones explosifs pour cibler une célébration de gangs la veille de Noël. Cela confirme la stratégie de guerre asymétrique en cours de la PNH utilisant des plateformes aériennes pour des frappes létales contre les concentrations de gangs. Aucune confirmation officielle du nombre exact de victimes n'a été publiée mais plusieurs sources ont signalé des dizaines de morts.

NPR et WUNC ont présenté un reportage le 27 décembre par la correspondante du Miami Herald Jacqueline Charles documentant comment les gangs en Haïti utilisent la violence sexuelle comme outil de terreur pour contrôler les communautés. Cela s'aligne avec la déclaration de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme du 24 décembre notant une augmentation de 1000 pour cent des cas de violence sexuelle contre les femmes les filles et les adolescentes en Haïti. L'utilisation systématique de la violence sexuelle représente une stratégie délibérée des gangs pour terroriser les populations en soumission et prévenir la résistance.

La combinaison des frappes de drones de la PNH et de la violence sexuelle des gangs démontre la nature duale de la crise de sécurité d'Haïti. Les forces étatiques mènent des tueries ciblées par la guerre asymétrique tandis que les gangs emploient la violence sexuelle systématique comme mécanisme de contrôle de la population. Les deux stratégies opèrent en dehors des cadres conventionnels d'application de la loi. L'opération du 24 décembre s'est produite la veille de Noël indiquant la volonté de la PNH de mener des opérations létales pendant les périodes de fêtes lorsque les membres de gangs peuvent être concentrés. Le manque de confirmation officielle des victimes suggère une transparence limitée dans les opérations de frappes de drones.



CONTEXTE HISTORIQUE

La PNH s'est de plus en plus appuyée sur les frappes de drones et les tactiques asymétriques car le maintien de l'ordre conventionnel s'avère inefficace contre les coalitions de gangs lourdement armées contrôlant un territoire important.

POINTS DE DISCUSSION

La frappe de drone du 24 décembre à Minoterie a tué des dizaines de membres du gang Bèl Bòs lors d'une opération de la veille de Noël.

La PNH mène une guerre asymétrique létale en dehors des cadres conventionnels d'application de la loi.

Les gangs utilisent systématiquement la violence sexuelle comme outil de contrôle de la population avec une augmentation de 1000 pour cent signalée.

Les forces étatiques et les gangs emploient des tactiques qui opèrent au-delà des paradigmes de sécurité traditionnels.

Le manque de confirmation officielle des victimes indique une transparence limitée dans les opérations de drones.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

La communauté internationale devrait établir un cadre pour surveiller et documenter les opérations de frappes de drones et l'impact civil.

Les organisations de droits humains devraient continuer à documenter les cas de violence sexuelle pour soutenir les futurs mécanismes de responsabilité.

Les fournisseurs d'assistance à la sécurité devraient clarifier les règles d'engagement et les normes de protection civile pour les opérations asymétriques.

Le CPT devrait émettre des directives de transparence pour rapporter les opérations des forces de sécurité et les nombres de victimes.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Le sit-in du MORN le 29 décembre au Champ de Mars testera la capacité du CPT à gérer la protestation de l'opposition et déterminera si les forces de sécurité autorisent l'assemblée ou dispersent les manifestants.

Les niveaux de participation et la participation de la coalition d'opposition indiqueront l'ampleur de la mobilisation anti-CPT avant l'échéance du 7 février.

La réponse du CPT aux allégations de primes du RNDDH peut émerger par une déclaration officielle ou une stratégie de silence continu.

CETTE SEMAINE

Le CPT peut émettre une déclaration avant le 31 décembre abordant la base légale de l'extension du mandat ou le cadre de succession du 7 février.

Des attaques supplémentaires de gangs sur l'infrastructure commerciale ou économique peuvent suivre la tentative déjouée du marché de Tabarre.

Des sessions d'urgence de la CARICOM ou de l'OEA pourraient être convoquées pour aborder le calendrier de crise politique.

HORIZON STRATÉGIQUE

L'échéance constitutionnelle du 7 février 2026 approche avec 42 jours restants et aucun cadre de succession annoncé.

L'écart de 365 jours entre le 7 février 2026 et le 7 février 2027 reste non résolu créant une crise de légitimité du calendrier électoral.

La communauté internationale fait face à un point de décision sur le soutien à l'auto-extension du CPT contre la négociation d'un nouveau cadre transitionnel.

SOURCES PRIMAIRES

Rapports d'Haiti Libre sur la tentative d'incendie au marché de Tabarre et le démenti du CPT concernant les allégations de primes 26-27 décembre 2025.

Couverture de Vant Bèf Info de la découverte de matériaux explosifs à Tabarre et de la

frappe de drone à Minoterie 26 décembre 2025.

Article du National sur l'annonce du sit-in du MORN le 29 décembre 2025.

Rapports d'Haiti24 sur la réhabilitation du Champ de Mars et les réunions communautaires 26-27 décembre 2025.

Communications officielles de la Primature sur l'embellissement du Champ de Mars et le programme Retour dans les Quartiers 26 décembre 2025.

Reportage d'All Things Considered de NPR sur la violence sexuelle des gangs par Jacqueline Charles 27 décembre 2025.

Déclaration de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme sur l'augmentation de 1000 pour cent des cas de violence sexuelle 24 décembre 2025.

Couverture du Quotidien de la réponse de sécurité au marché de Tabarre décembre 2025.

Rapports de la Gazette Haiti sur le démenti du CPT concernant les allégations de primes de départ 27 décembre 2025.

Données de l'Outil de Suivi d'Urgence de ReliefWeb sur le déplacement à Tabarre novembre 2025.

Couverture continue du Nouvelliste sur les développements de sécurité à Port-au-Prince décembre 2025.

Déclarations officielles de la Police Nationale d'Haïti via la DICOP sur l'enquête du marché de Tabarre décembre 2025.